ÉVÈNEMENTS DE GHARDAÏA

La violence ne faiblit pas

A Ghardaïa, le brasier tarde à complètement s'éteindre. Le renforcement du dispositif de sécurité, décidé après que les affrontements intercommunautaires se furent soldés par une mort d'homme, n'a pas sonné la fin des hostilités. Mardi, en début de soirée, un jeune homme a été grièvement poignardé au quartier Okba.

Sofiane Aït Iflis — Alger (Le Soir) — La victime, dont la blessure est jugée grave, a été transportée dans un hôpital de la ville où des soins intensifs lui sont prodigués. Nos sources à Ghardaïa attestent qu'un jeune Mozabite a été blessé d'un coup de couteau alors qu'il était occupé à des travaux de champs. Cette agression, la seconde du genre, après celle de dimanche dernier qui a malheureusement coûté la vie à un père de famille, a relancé de nouveau les affrontements entre Mozabites et Chaâmbis. Ces affrontements sont survenus peu après 18 heures dans le quartier Okba. La police, pourtant déployée en force aux quatre coins de la ville, est intervenue, tardivement, déplore un notable mozabite joint hier par téléphone, sans pour autant faire revenir le calme. Il aura fallu que la gendarmerie intervienne pour que cessent les hostilités.

La tension était demeurée vive toute la nuit. Les craintes de voir éclore de nouveaux foyers de violence étaient réelles. Et Ghardaïa, aux prises avec les violences intercommunautaires depuis plusieurs jours, s'est réveillée le mercredi matin avec autant de peurs qu'elle s'était endormie.

L'enterrement de Kebaïli Balhadj, assassiné dimanche dans la palmeraie de Touzouz, était prévu aux premières heures du jour. Finalement, ses obsèques ont eu lieu dans la douleur certes mais sans violences. Craints, les débordements ne se sont pas produits, grâce notamment au service d'ordre mis en place par les Mozabites. Si la journée d'hier n'a pas connu d'échauffourées ni d'affrontements, la tension, elle, est restée perceptible. Les habitants de Ksar Mélika, des Mozabites, se sont rassemblés devant le siège de la Wilaya qui, du fait, est resté fermé. Ils réclament, outre la sécurisation des biens et des personnes, le relâchement des jeunes du Ksar interpellés par les services de sécurité suite aux violences des jours passés. Ils sont encadrés par un important dispositif de policiers.

Photo : DR

Les habitants du quartier de Thniet El Makhzen, communauté arabophone, étaient rassemblés, eux, au niveau de l'un des carrefours du quartier, bloquant la circulation automobile. La police, qui a pris position aux alentours du carrefour, hésitait encore en début d'après-midi à les faire disperser. Une attitude que les Mozabites disent ne pas comprendre.

D'ailleurs ils maintiennent de revendiquer l'ouverture d'une enquête sur les comportements de la police pendant les affrontements de la semaine dernière. La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a reconnu qu'il y a eu des cas d'indiscipline parmi les policiers déployés à Ghardaïa et qu'elle allait prendre des sanctions.

S. A. I.

ABDELMALEK SELLAL À PARTIR DE BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ :

«Nous ferons davantage en termes de réalisations si le peuple nous soutient encore»

La campagne pour un «quatrième mandat» monte en cadence. Hier, mercredi, à partir de Bordj-Bou-Arréridj, sa première halte au lendemain de la convocation officielle du corps électoral et de son installation comme président de la Commission nationale de préparation des présidentielles, Abdelmalek Sellal qui parlait du bilan de Bouteflika annonce la couleur : «Nous n'allons pas nous arrêter là. Nous ferons davantage encore en termes de réalisations, notamment de logements, si Dieu nous prête vie et si le peuple nous soutient et nous pousse

De notre envoyé spécial à Bordj-Bou-Arréridj, Kamel Amarni

L'intervention du Premier ministre devant les «représentants de la société civile» de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj différait nettement des précédentes, dans d'autres wilayas en ce qu'elle se voulait un véritable bilan du règne de Abdelaziz Bouteflika. Beaucoup plus que d'habitude en tout cas, Sellal passera en revue tous les secteurs, pratiquement, assaisonnant son exposé par une forêt de chiffres «tous attestés par le Fonds monétaire international», tenait-il à préciser. L'on peut retenir par exemple «la réalisation de 1 900 000 logements ; 10 000 km de routes ; 1 900 000 nouveaux foyers alimentés en gaz naturelle». Pour celui qui avait assuré la direction de la campagne électorale de Abdelaziz Bouteflika lors des deux dernières élections présidentielles, «personne ne peut contester ces réalisations qui sont une réalité sur le terrain. Ces réalisations ont permis à l'Algérie d'être parmi les premiers pays à atteindre les objectifs du millénaire». Il citera également la «maîtrise de l'inflation, la dette extérieure complètement enrayée ; le PIB qui a augmenté de 330 % entre 2000 et 2013…». Et de conclure sur ce chapitre : «C'est cela le miracle algérien sous la conduite de monsieur le président de la République.» Il avait auparavant tenu à entamer son intervention par répondre aux accusations, de l'opposition notamment, relatives à l'utilisation des moyens de l'Etat dans une campagne électorale qui ne dit pas son nom. «Nombreux sont ceux qui, ces derniers temps, accusent le gouvernement de se balader de wilaya en wilaya pour distribuer de l'argent. Ce n'est bien sûr pas le cas. Il s'agit d'un engagement pris devant le Parlement et qui consistait à suivre l'application du programme du Président Bouteflika sur le terrain.» Ne dérogeant jamais à une règle qu'il s'était imposée depuis le début, Sellal concentre tout son discours autour de Bouteflika et de son règne. Ainsi, il fera remarquer, par exemple, que «nul ne peut le nier, nous avons traversé une crise très grave. Nous avons pu la dépasser grâce à la politique clairvoyante du Président Bouteflika (…)». Aussi, et «après que le peuple algérien eut accepté le projet de réconciliation nationale, notre pays a consacré tous ses efforts pour son développement. Ce que l'Algérie a réussi à réaliser, sous la conduite du Président Bouteflika, peu de pays dans le monde ont réussi à le faire». L'Algérie de 2014, dira encore Sellal, est devenue un «pays réconcilié avec lui-même. Notre pays est devenu une référence en matière de stabilité. C'est un pays fort par ses institutions et par son économie». Ceci dit, et cette fois encore plus d'habitude, la salle de l'université de Bordj-Bou-Arréridj où se tenait la rencontre de Sellal avec les «représentants de la société civile» avait bien l'allure d'une enceinte où se déroulait un grand meeting de campagne électorale ! Ce ne sera certainement pas le président de l'APW de Bordj-Bou-Arréridj qui va nous démentir...

K. A.

UNION DES FONCTIONNAIRES DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE (SNAPAP)

Sit-in et grèves cycliques annoncés pour le mois de février

L'Union nationale des fonctionnaires de la solidarité nationale affiliée au Snapap a décidé d'aller vers une radicalisation de ses actions de protestation en organisant une série de grèves cycliques de deux jours chaque semaine et un sit-n ouvert devant le ministère de la Solidarité nationale lors du mois de février.

F.-Zohra B. — Alger (Le Soir) — Les représentants de l'union, intervenant hier lors d'une conférence de presse, ont annoncé qu'après plus de deux années de revendications, la tutelle n'a pas encore trouvé de solutions aux préoccupations des travailleurs. «Notre situation est dramatique et après maintes actions de protestation, il n'y a aucun changement à notre situation qui, au contraire, empire», a déclaré le président de l'union, Bouguerra Farid. Ainsi et après la tenue de son conseil national dans une session extraordinaire, l'Union des fonctionnaires de la solidarité nationale a décidé d'aller vers une grève cyclique de deux jours par semaine jusqu'à la satisfaction de ses revendications. Ceci alors qu'en plus du sit-in prévu devant le ministère pour le début du mois de février, les syndicalistes annonceront qu'ils préparent aussi des sit-in au niveau des 48 wilayas du pays. Ils attireront ainsi l'attention sur la situation particulière de leurs fonctions liées à la prise en charge délicate de personnes handicapées et plus particulièrement des enfants. Ils demanderont à la tutelle d'éviter à ce que ces personnes ne soient pas prises en otage. Ils évoqueront aussi un nombre de 800 000 handicapés qui doivent être pris en charge en continu au niveau des centres. 200 000 travailleurs sont concernés par les revendications de l'union.

Ils sont aussi près de 27 000 avec les travailleurs de l'Agence de développement social (ADS) et de l'Agence nationale de gestion des micro-crédits (Angem). «Nous avons un engagement du ministère et des réunions régulières mais nous ne voyons rien venir. Nous sommes donc obligés d'aller vers un mois de février caractérisé par la protestation», a déclaré le président de l'union. Les revendications des travailleurs du secteur de la solidarité s'articulent notamment autour de la révision du statut des corps communs et du régime indemnitaire du secteur de la solidarité, la publication dans les plus brefs délais des décrets qui permettent l'occupation des postes supérieurs du secteur ainsi que la promotion automatique des fonctionnaires et travailleurs qui ont dix années et leur promotion à un poste supérieur. Il s'agit aussi de la prime du secteur des corps techniques et des corps communs.

F.-Z. B.